

COLAS

Société anonyme au capital de 48 820 006,50 euros
Siège social : 7, place René Clair - 92100 Boulogne Billancourt - France
Immatriculation : R.C.S. Nanterre B552 025 314 A.P.E. 452P
Exercice social du 1^{er} janvier au 31 décembre 2008

ETATS FINANCIERS CONSOLIDES

au 31 décembre 2008

Bilan

Compte de résultat de l'exercice

Etat des produits et charges comptabilisés

Tableau de variation des capitaux propres

Tableau des flux de trésorerie de l'exercice

Annexe aux états financiers consolidés

Notes

Informations générales sur l'entreprise

- 1 Principes de préparation des états financiers**
- 2 Principes et méthodes comptables**
- 3 Actifs non courants**
 - 3.1 Immobilisations corporelles
 - 3.2 Immobilisations incorporelles et Goodwill
 - 3.3 Participations dans les entreprises associées
 - 3.4 Autres actifs financiers non courants
 - 3.5 Impôts différés et créances fiscales long terme
- 4 Actifs courants**
 - 4.1 Stocks, créances courantes et paiements d'avance
 - 4.2 Trésorerie et équivalents de trésorerie
- 5 Informations sur les capitaux propres**
- 6 Dettes financières non courantes et courantes**
- 7 Provisions**
 - 7.1 Provisions non courantes
 - 7.2 Provisions courantes
- 8 impôts différés et dettes fiscales long terme**
- 9 Autres passifs courants**
- 10 Produits des activités ordinaires**
- 11 Autres produits et charges opérationnels**
- 12 Produits et charges financiers**
 - 12.1 Coût de l'endettement financier net
 - 12.2 Autres produits et charges financiers

- 13 Charge d'impôt sur le résultat**
- 14 Résultat et dividende par action**
- 15 Information sectorielle**
 - 15.1 Information sectorielle par zones géographiques
 - 15.2 Information sectorielle par secteurs d'activité
- 16 Compte de résultat présenté par destination**
- 17 Instruments financiers**
- 18 Engagements hors bilan**
- 19 Variation de l'endettement net**
- 20 Effectifs, avantages au personnel**
- 21 Informations sur les parties liées**
- 22 Honoraires des commissaires aux comptes**
- 23 Principaux taux de conversion**
- 24 Périmètre de consolidation**
 - 24.1 Evolution du périmètre de consolidation
 - 24.2 Impact et comptabilisation des acquisitions de l'exercice
 - 24.3 Liste des principales sociétés consolidées

Sauf mention particulière, les chiffres présentés sont exprimés en millions d'euros (M€).

BILAN AU 31 DECEMBRE		2008	2007
En millions d'euros	Notes		
Immobilisations corporelles	3.1	2 327	2 161
Immobilisations incorporelles	3.2	84	89
Goodwill	3.2	469	447
Participations dans les sociétés associées	3.3	357	339
Autres actifs financiers	3.4	202	164
Impôts différés et créances fiscales long terme	3.5	90	85
Actifs non courants		3 529	3 285
Stocks	4.1	441	346
Clients	4.1	3 024	3 076
Actifs d'impôts	4.1	20	23
Autres créances et paiements d'avance	4.1	545	572
Trésorerie et équivalents de trésorerie	4.2	425	673
Instruments financiers	17	11	3
Actifs courants		4 466	4 693
Total des actifs		7 995	7 978
Capital social et primes	5	368	362
Résultats accumulés		1 341	1 153
Réserve de conversion	5	(59)	(25)
Résultat de l'exercice		490	474
Capitaux propres (part du Groupe)		2 140	1 964
Intérêts minoritaires		37	41
Capitaux propres		2 177	2 005
Dettes financières long terme	6	186	149
Provisions	7.1	648	590
Impôts différés et dettes fiscales long terme	8	79	74
Passifs non courants		913	813
Avances et acomptes reçus sur commandes		218	237
Partie à moins d'un an de la dette long terme	6	53	45
Impôts courants		83	96
Fournisseurs		2 431	2 626
Provisions	7.2	203	198
Autres dettes	9	1 714	1 823
Concours bancaires et soldes créditeurs de banques		183	129
Instruments financiers	17	20	6
Passifs courants		4 905	5 160
Total des capitaux propres et des passifs		7 995	7 978

COMPTE DE RESULTAT DE L'EXERCICE		2008	2007
En millions d'euros			
	Notes		
Produit des activités ordinaires	10	12 789	11 673
Achats consommés		(6 321)	(5 506)
Charges de personnel		(2 918)	(2 701)
Charges externes		(2 637)	(2 510)
Impôts et taxes		(167)	(161)
Dotations nettes aux amortissements		(466)	(412)
Dotations nettes aux provisions et dépréciations		(153)	(150)
Variations des stocks de production		23	5
Autres produits d'exploitation	11	648	474
Autres charges d'exploitation	11	(116)	(74)
Résultat opérationnel courant		682	638
Autres produits et charges non courants	11		(3)
Résultat opérationnel		682	635
Produits sur endettement financier		26	21
Charges sur endettement financier		(48)	(32)
Coût de l'endettement financier net	12.1	(22)	(11)
Autres produits et charges financiers	12.2	6	4
Charge d'impôt sur le résultat	13	(217)	(209)
Résultat des entreprises associées		46	62
Résultat net		495	481
Résultat net part des Intérêts minoritaires		5	7
Résultat net part du Groupe		490	474
Résultat par action (en euros)	14	15,06	14,56
Résultat dilué par action (en euros)	14	15,06	14,56

ETAT DES PRODUITS ET CHARGES COMPTABILISES**2008****2007**

En millions d'euros

Résultat net de la période	495	481
Ecarts de conversion	(35)	(33)
Ajustements à la juste valeur des instruments financiers	(11)	(2)
Gains (pertes) actuariels sur avantages du personnel (1)	(13)	12
Impôts différés sur ces opérations	8	(4)
Produits et charges comptabilisés en capitaux	(51)	(27)
Total des produits et charges comptabilisés	444	454
Dont part des Intérêts minoritaires	4	7
Dont part du Groupe	440	447

(1) montant des gains (pertes) actuariels non comptabilisés imputés sur les capitaux propres selon option permise par IAS 19 révisée.

TABLEAU DE VARIATION DES CAPITAUX PROPRES

En millions d'euros	Capital social et primes	Résultats accumulés	Réserve de conversion	Résultat de l'exercice	Capitaux part du Groupe	Intérêts minoritaires
1er janvier 2007	323	960	8	396	1 687	27
Ecart de conversion			(33)		(33)	
Changements de périmètre					0	10
Augmentation du capital	39				39	
Résultat de l'exercice				474	474	7
Affectation du résultat n-1		396		(396)	0	
Dividendes distribués		(207)			(207)	(3)
Autres mouvements		4			4	
31 décembre 2007	362	1 153	(25)	474	1 964	41
Ecart de conversion			(34)		(34)	(1)
Changements de périmètre					0	(5)
Augmentation du capital	6				6	2
Résultat de l'exercice				490	490	5
Affectation du résultat n-1		474		(474)	0	
Dividendes distribués		(276)			(276)	(4)
Produits (charges) imputés directement en capitaux (1)		(15)			(15)	(1)
Autres mouvements		5			5	
31 décembre 2008	368	1 341	(59)	490	2 140	37

(1) Détail :

	<u>Groupe</u>	<u>Minoritaires</u>
Variations de périmètre sur instruments financiers		
Variations de juste valeur des instruments financiers	(9)	(2)
Ecart actuariels sur avantages au personnel	(13)	
Impôts différés sur ces opérations	7	1
Total des produits (charges) imputés directement en capitaux	(15)	(1)

TABEAU DES FLUX DE TRESORERIE DE L'EXERCICE	2008	2007
En millions d'euros		
Résultat net consolidé (y compris intérêts minoritaires)	495	481
Ajustements pour :		
Quote-part de résultat des sociétés associées	(46)	(62)
Dividendes reçus de sociétés associées	33	34
Dividendes des sociétés non consolidés	(4)	(4)
Amortissements, dépréciations et provisions non courantes	523	454
Plus et moins-values de cession d'actifs	(56)	(27)
s/total	945	876
Coût de l'endettement financier net	22	11
Charge d'impôt de l'exercice	217	212
Capacité d'autofinancement	1 184	1 099
Impôts sur résultat payés	(217)	(197)
Variation du BFR lié à l'activité	(254)	96
Trésorerie provenant de l'activité (a)	713	998
Acquisition d'immobilisations corporelles et incorporelles	(597)	(696)
Prix de cession des immobilisations corporelles et incorporelles cédées	60	69
Dette nette sur immobilisations corporelles et incorporelles	(48)	22
s/total	(585)	(605)
Acquisitions et cessions de titres de participation:		
Prix d'acquisition des titres	(157)	(383)
Prix de cession de titres	36	45
Dette nette sur achats et cession de titres	(29)	29
Trésorerie acquise	4	118
s/total	(146)	(191)
Autres flux liés aux opérations d'investissements:		
Dividendes reçus de sociétés non consolidées	4	4
Variation des autres immobilisations financières	(19)	(41)
s/total	(15)	(37)
Trésorerie affectée aux investissements (b)	(746)	(833)
Variation des capitaux propres Groupe	6	39
Variation des capitaux minoritaires	2	
Dividendes versés aux actionnaires de la société mère	(276)	(207)
Dividendes versés aux intérêts minoritaires	(4)	(3)
Variation des dettes financières	27	(8)
Coût de l'endettement financier net	(22)	(11)
Autres flux liés aux opérations de financement	1	(1)
Trésorerie résultant du financement (c)	(266)	(191)
Variations de change (d)	(3)	(6)
Autres éléments non monétaires (e)		(2)
Variation de la trésorerie (a+b+c+d+e)	(302)	(34)
Trésorerie à l'ouverture de l'exercice	544	578
Trésorerie à la clôture de l'exercice (voir note 19)	242	544

INFORMATIONS GENERALES SUR L'ENTREPRISE

Le 24 février 2009, le Conseil d'administration a arrêté les comptes et autorisé la publication des états financiers consolidés pour l'exercice clos le 31 décembre 2008.

Colas SA est une société anonyme immatriculée en France (R.C.S. Nanterre B552 025 314)

Ces états financiers sont présentés en euros, devise dans laquelle est traitée la majeure partie des opérations.

Description des activités du Groupe

L'activité du Groupe se décompose en :

▪ **Une activité Routes** (78 % du total) :

Cette activité très diversifiée consiste en la réalisation de chantiers de construction ou d'entretien d'infrastructures de transport – autoroutes, routes, aéroports, ports, plateformes pour réseaux ferrés ou transports en commun urbains en site propre –, de plateformes industrielles et commerciales, de voirie et aménagements urbains (zones piétonnières, places), d'équipements sportifs et de loisirs (circuits automobiles, pistes cyclables, tennis), d'aménagements environnementaux (bassins de rétention, aménagements paysagers) etc.

Elle est complétée en amont par des activités industrielles de production de granulats (carrières) et de fabrication et de vente de matériaux routiers (enrobés, liants, émulsions).

En région Ile de France et à la Réunion s'ajoute un secteur bâtiment regroupant une activité classique de construction de bâtiments et une activité de démolition-déconstruction d'ouvrages anciens.

▪ **Des activités complémentaires à la route** (22 % du total) :

La **Sécurité et Signalisation routière** consiste en la fabrication, la vente, la pose et la maintenance d'équipements routiers de sécurité (glissières de sécurité, balisage) et de signalisation (peintures et marquage au sol, feux tricolores).

Les **Pipelines et Canalisations** regroupent la pose et l'entretien de pipelines et de canalisations de gros diamètre pour le transport des fluides (pétrole, gaz) ou de plus petit diamètre (eau, électricité, chauffage, télécommunications), les forages horizontaux ou en grande profondeur et la réalisation de tunnels de moyen diamètre.

L'activité **Etanchéité** consiste en la réalisation de chantiers de travaux d'étanchéité et/ou d'enveloppes de bâtiments et de voirie (asphalte), la production et la commercialisation de membranes d'étanchéité, d'appareils d'éclairage et de désenfumage.

L'activité **Ferroviaire** comprend la construction et l'entretien de réseaux de chemin de fer (pose et renouvellement de voies traditionnelles, lignes LGV, voies de tramway et métro, électrification, signalisation et ingénierie de projets complexes) et une activité de fret ferroviaire dédiée au transport de granulats.

Nature et étendue des risques et incertitudes liés à l'activité

Parmi les principaux risques et incertitudes qui peuvent avoir une incidence notable sur les activités du Groupe, on peut citer notamment :

- les conditions climatiques (intempéries), qui ont une influence directe sur la bonne réalisation des chantiers, partout et davantage encore dans les régions aux conditions climatiques difficiles,
- le prix des matières premières principalement liées au pétrole (bitume, carburants, fuel de chauffage) dans l'activité routière, ainsi que d'autres matières premières, notamment l'acier et l'aluminium dans les activités de signalisation et d'étanchéité. Ce risque est réduit par une proportion importante de contrats qui bénéficient de clauses de révision de prix et par une proportion importante de chantiers de courte durée,
- le niveau de commandes des Etats, des collectivités publiques, du secteur privé industriel et commercial,
- les conséquences de l'évolution du cours des monnaies, en particulier le dollar US, même si elles sont limitées puisque plus de 60% du chiffre d'affaires est réalisé en euros et que l'activité réalisée localement permet de libeller produits et charges dans une devise identique.

NOTE 1. PRINCIPES DE PREPARATION DES ETATS FINANCIERS

Les états financiers ont été établis selon les normes financières internationales IFRS (International Financial Reporting Standards).

Ces états ont été réalisés sur la base du coût historique à l'exception de l'évaluation de certains instruments financiers et des éléments acquis dans le cadre de regroupements d'entreprises.

Le Groupe :

- a appliqué l'ensemble des normes IFRS et interprétations IFRIC en vigueur au 31 décembre 2008 et adoptées par l'Union européenne.

Nouvelles normes et interprétations entrées en application en 2008 :

Amendements IAS 39 et IFRS 7 : pas d'impact significatif pour le groupe

- a appliqué l'interprétation IFRIC 12 non encore validée par l'Union européenne.

METHODES DE CONSOLIDATION

Les états financiers consolidés comprennent les états financiers de Colas SA (la société) et de ses filiales arrêtés au 31 décembre de chaque année. Pour ces filiales, le contrôle est avéré lorsque la société a le pouvoir de diriger les politiques opérationnelle et financière de la filiale contrôlée afin d'obtenir les avantages de ses activités.

Les actifs et passifs des filiales acquises sont évalués à leur juste valeur à la date d'acquisition. Lorsque le coût d'acquisition est supérieur à la juste valeur de l'actif net acquis, l'excédent est comptabilisé en Goodwill.

Si le coût d'acquisition est inférieur à la juste valeur identifiée de l'actif net acquis, l'écart (i.e. Badwill) est comptabilisé en produit de l'exercice.

Les filiales sont consolidées à partir de la date à laquelle le Groupe en prend le contrôle et jusqu'à la date à laquelle ce contrôle cesse d'être exercé.

Lorsque nécessaire, les états financiers des filiales sont retraités de façon à rendre les méthodes comptables utilisées homogènes avec celles utilisées par le Groupe.

Toutes les créances, dettes, produits et charges intra groupe sont éliminés en consolidation.

1. Participations dans des coentreprises

Une coentreprise est un accord contractuel en vertu duquel deux parties ou plus conviennent d'exercer une activité économique sous contrôle conjoint.

Les actifs, passifs, produits et charges des coentreprises (sociétés contrôlées conjointement avec d'autres associés) sont comptabilisés selon la méthode de l'intégration proportionnelle.

2. Participations dans des sociétés associées

Une société associée est une société non contrôlée mais sur laquelle le Groupe exerce une influence notable.

Les résultats, actifs et passifs des sociétés associées sont comptabilisés selon la méthode de la mise en équivalence.

3. Transactions en monnaies étrangères

Les transactions en monnaies étrangères sont comptabilisées au taux de change en vigueur à la date de l'opération. Les actifs et passifs monétaires libellés en monnaies étrangères sont convertis au taux de change en vigueur à la date de clôture.

Tous les écarts sont enregistrés dans le compte de résultat à l'exception des emprunts en monnaies étrangères qui constituent une couverture de l'investissement net dans une entité étrangère.

4. Conversion des états financiers

Les actifs et passifs des entités étrangères sont convertis sur la base du cours de change en vigueur à la clôture de l'exercice; les comptes de résultat sont convertis au taux de change moyen de l'exercice. La liste des principales parités de change utilisées figure en note 23.

Les écarts de change résultant de la conversion sont directement pris en compte en capitaux propres sous la rubrique « réserve de conversion ».

Lors de la sortie d'une entité étrangère, les écarts de change cumulés sont comptabilisés dans le compte de résultat comme une composante du profit ou de la perte de sortie.

NOTE 2. PRINCIPES ET METHODES COMPTABLES

ACTIFS NON COURANTS

1. Immobilisations corporelles

Les immobilisations corporelles acquises séparément sont comptabilisées au coût d'acquisition diminué du cumul des amortissements et des pertes de valeur.

Les immobilisations corporelles acquises dans le cadre d'un regroupement d'entreprises sont comptabilisées à leur juste valeur.

L'amortissement est calculé selon le mode linéaire sur la durée d'utilité estimée de l'actif ou de ses différents composants s'ils ont des durées d'utilité différentes, soit :

Constructions hors exploitation	20 à 40 ans
Constructions industrielles	10 à 20 ans
Installations techniques, matériels et outillages	5 à 15 ans
Autres immobilisations corporelles (Matériel de transport et de bureau)	3 à 10 ans

Les terrains ne sont pas amortis sauf s'il s'agit de terrains de gisement. Ces derniers sont alors amortis selon le rythme d'épuisement du gisement sans que la durée totale d'amortissement puisse excéder 40 ans.

Coûts d'emprunts

Selon le traitement de référence de l'IAS 23, les coûts d'emprunts sont comptabilisés en charge de l'exercice au cours duquel ils sont encourus.

Contrats de location financement

Les immobilisations faisant l'objet de contrats de location financement sont inscrites à l'actif du bilan et amorties comme si la société en était propriétaire. La dette correspondante est inscrite au passif du bilan.

Immeubles de placement

Le Groupe n'a pas identifié d'immeubles de placement au sein de ses immobilisations.

2. Immobilisations incorporelles

Une immobilisation incorporelle est un actif non monétaire identifiable. Il est séparable et peut être loué, vendu, échangé de manière indépendante. Il est issu d'un droit contractuel ou légal, que ce droit soit séparable ou non. Il est sans substance physique.

Les immobilisations incorporelles acquises séparément sont comptabilisées au coût d'acquisition.

Les immobilisations incorporelles acquises dans le cadre d'un regroupement d'entreprises sont comptabilisées séparément du Goodwill, seulement si leur juste valeur peut être évaluée de façon fiable lors de leur reconnaissance initiale.

Les frais de premier établissement et les frais de recherche sont comptabilisés en charge de l'exercice.

Les frais de développement ne sont activés que si la recouvrabilité future des dépenses encourues peut raisonnablement être considérée comme certaine. Toute dépense activée est amortie sur la durée attendue des ventes relatives au projet.

Les immobilisations incorporelles sont constituées essentiellement de logiciels, de brevets et de droits d'exploitation de carrières. Elles sont amorties sur leur durée d'utilité.

3. Goodwill

Le Goodwill représente l'excédent du coût d'acquisition d'une société sur la juste valeur des actifs et passifs identifiables de cette société à la date d'acquisition.

Le Goodwill est comptabilisé au coût diminué du cumul :

- des amortissements pratiqués antérieurement à la première application des IFRS,
- des pertes de valeur comptabilisées à partir du 1^{er} janvier 2004.

Les pertes de valeur sont comptabilisées lorsque des événements ou des changements de circonstances indiquent que la valeur comptable pourrait ne pas être recouvrable.

Pour identifier d'éventuelles dépréciations, un test de valeur est réalisé au moins une fois par an.

Ce test consiste à évaluer la valeur d'utilité de l'Unité Génératrice de Trésorerie (UGT) à laquelle est rattaché le

Goodwill. Cette valeur d'utilité est déterminée par la méthode des flux de trésorerie actualisés, elle correspond à l'actualisation de flux futurs de trésorerie par le coût moyen pondéré du capital et incorpore une prime de risque économique. Les flux de trésorerie futurs sont déterminés à partir des prévisions établies par le management en charge de l'UGT, dans le cadre d'une procédure budgétaire habituelle pour l'année N+1 et d'un plan à 3 ans pour les deux années suivantes.

4. Autres actifs financiers

Titres de participations et autres titres

Il s'agit de titres non cotés non disponibles à la vente ; ils figurent au bilan pour leur coût d'acquisition sous déduction des dépréciations estimées nécessaires (il n'y a pas d'écarts significatifs entre le coût d'acquisition et la juste valeur de ces titres).

Prêts

Les prêts accordés figurent au bilan pour leur valeur actualisée lorsque leur taux de rémunération s'écarte des conditions normales du marché (exemple : prêts sans intérêts consentis par les sociétés françaises dans le cadre de l'obligation légale de participation des employeurs à l'effort de construction).

Créances financières

Le contrat de concession pour la réhabilitation et l'entretien de la voirie de la ville de Portsmouth pendant une durée de 25 ans (Private Finance Initiative) est comptabilisé selon la méthode de la créance financière telle que préconisée par IFRIC 12.

Les travaux réalisés sont comptabilisés selon la méthode du pourcentage d'avancement définie par l'IAS 11.

La créance initiale représente la juste valeur des travaux réalisés et est ensuite comptabilisée au coût amorti selon la méthode définie par l'IAS 39.

Elle représente donc le montant des travaux réalisés, augmenté des intérêts cumulés calculés selon la méthode du taux d'intérêt effectif, et diminué des paiements reçus du concédant.

Autres immobilisations financières

Les autres immobilisations financières sont appréciées à leur valeur nominale sous déduction des dépréciations éventuelles.

ACTIFS COURANTS

1. Stocks

Les stocks sont évalués à la plus faible des deux valeurs suivantes : coût ou valeur nette de réalisation.

Le coût des stocks comprend tous les coûts d'acquisition et les coûts de transformation.

Le coût d'acquisition comprend le prix d'achat, les droits de douane et autres taxes non récupérables, les frais de transport et de manutention encourus pour amener les stocks à l'endroit où ils se trouvent.

Le coût de transformation inclut l'ensemble des coûts directs et indirects encourus pour transformer les matières premières en produits finis.

Pour l'évaluation ultérieure, le coût est calculé selon la méthode du Premier Entré, Premier Sorti, ou selon la méthode du Coût Moyen Pondéré en fonction de la nature des stocks.

La valeur nette de réalisation est le prix de vente estimé du produit diminué des coûts estimés pour son achèvement et sa commercialisation.

2. Créances clients et autres créances

Les créances clients, dont les échéances sont généralement comprises entre 30 et 90 jours, sont comptabilisées pour leur montant initial sous déduction des dépréciations estimées nécessaires en cas de risque de non recouvrement.

Les créances clients incluent les "factures à établir" correspondant aux travaux mérités qui n'ont pas encore fait l'objet d'une facturation au client.

3. Trésorerie et équivalents de trésorerie

La trésorerie comprend la trésorerie en banque, en caisse ainsi que les dépôts et valeurs mobilières de placement ayant une échéance initiale de moins de trois mois. Les valeurs mobilières de placement sont valorisées à leur coût d'acquisition et dépréciées si leur valeur vénale est inférieure à celui-ci. Pour les besoins du tableau des flux de trésorerie, la trésorerie comprend la trésorerie telle que définie ci-dessus, nette des concours bancaires courants et soldes créditeurs de banques.

CAPITAUX PROPRES CONSOLIDÉS

Les actions propres éventuellement détenues sont imputées sur les capitaux propres consolidés. Lorsque des filiales du Groupe détiennent leurs propres actions, un complément de pourcentage d'intérêt au niveau du Groupe est constaté.

PROVISIONS

1. Provisions non courantes

Ce sont les provisions non liées au cycle d'exploitation normal de l'entreprise. Elles comprennent pour l'essentiel :

Les avantages au personnel à long terme

Pensions :

Pour couvrir leurs engagements en matière de pensions à percevoir par les salariés après leur départ en retraite, les sociétés du Groupe effectuent des versements réguliers auprès des caisses de retraites ou fonds de pension indépendants (régimes à cotisations définies). Il subsiste toutefois quelques régimes à prestations définies au Royaume-Uni, en Irlande et au Canada. A l'exception du régime de Colas Rail UK, ces régimes ne concernent qu'un nombre limité de salariés puisqu'il a été décidé il y a quelques années que ces fonds ne pouvaient plus accueillir de nouveaux cotisants.

Indemnités de départ en retraite :

Leur coût est déterminé en utilisant la méthode actuarielle des unités de crédit projetées. Les gains ou pertes actuariels sont désormais comptabilisés en capitaux propres (voir changement de méthode en 2007).

Primes attribuées à l'occasion de la remise des médailles d'ancienneté :

Ces primes, dont la pratique dans la très grande majorité des sociétés du Groupe est permanente et systématique, font l'objet d'une provision. La méthode de calcul utilisée est une projection individuelle tenant compte de la rotation du personnel et de l'espérance de vie par rapport aux tables de mortalité.

Les litiges et contentieux

Litiges et contentieux travaux :

Le montant du risque provisionné est évalué en fonction de la demande de la partie adverse ou de l'évaluation des travaux de réfection établie par les experts désignés par les tribunaux.

Risques sur contrôles fiscaux, contrôles charges sociales ou autres administrations :

Les redressements sont pris en charge dans l'exercice lorsqu'ils sont acceptés ou font l'objet d'une provision lorsqu'ils sont contestés.

Les garanties données aux clients (long terme)

Elles représentent l'évaluation des travaux à réaliser au titre des garanties données lorsque la durée de la garantie excède la durée du cycle d'exploitation (1 à 2 ans), par exemple la garantie décennale relative à certains ouvrages.

Les coûts de remise en état des sites (long terme)

Le coût de remise en état des sites d'exploitation de carrières à l'expiration du gisement et/ou de l'autorisation d'exploitation fait l'objet d'une évaluation détaillée (coût de la main-d'œuvre, du matériel qui sera utilisé, des matériaux à mettre en œuvre, quote-part de frais généraux, ...). Seuls les coûts qui seront engagés au-delà des douze mois suivant la clôture de l'exercice figurent dans cette rubrique.

2. Provisions courantes

Il s'agit des provisions liées au cycle d'exploitation normal de l'entreprise; les charges rattachées sont généralement réglées dans les 12 mois qui suivent la clôture de l'exercice.

Elles comprennent pour l'essentiel :

Les provisions pour garanties données aux clients (durée 1 à 2 ans maximum) :

Les provisions pour finitions constituées dans le cadre des garanties contractuelles font l'objet d'une appréciation individuelle chantier par chantier.

Les provisions pour frais de fin de chantier :

Il s'agit des frais de repli de chantier (nettoyage du chantier, repli du matériel). Ces frais font l'objet d'une appréciation individuelle qui est fonction de l'importance du chantier et de son éloignement par rapport aux bases permanentes.

Les provisions pour pertes à terminaison de fin de contrats :

Elles concernent les chantiers en cours de réalisation et prennent éventuellement en compte les réclamations acceptées par le client. Elles sont évaluées chantier par chantier, sans compensation.

Les coûts de remise en état des sites :

Il s'agit du coût des travaux de remise en état des sites après exploitation (principalement carrières) qui seront réalisés

dans les douze mois suivant la clôture de l'exercice.

Conformément aux dispositions de la norme IAS 37 relative aux passifs, une information relative aux provisions les plus significatives est fournie, dans la mesure où cette information ne peut porter préjudice au Groupe.

IMPOTS DIFFERES PASSIFS ET DETTES FISCALES LONG TERME

Les passifs d'impôts différés (ou IDP) représentent les montants d'impôts sur le résultat payables au cours d'exercices futurs au titre des différences temporelles imposables (sources d'imposition future). Tous les IDP sont comptabilisés, y compris ceux relatifs aux retraitements de consolidation.

La comptabilisation d'un IDP concerne toutes les différences temporelles générées par des participations dans des filiales, entreprises associées, coentreprises sauf si la société mère est en mesure de contrôler la date à laquelle la différence temporelle s'inversera et s'il est probable que la différence temporelle ne s'inversera pas dans un avenir prévisible (pas de projet de cession dans un avenir prévisible).

Lorsqu'il existe une probabilité de cession des titres de la filiale ou de distribution de bénéfices dans un avenir prévisible ou une absence de contrôle de la filiale (sociétés associées), un impôt différé passif est constaté.

INSTRUMENTS FINANCIERS

Certaines sociétés du Groupe utilisent des instruments financiers dans le but de limiter l'incidence des variations de change et de taux d'intérêt sur leur résultat. L'utilisation de ces instruments s'inscrit dans le cadre ci-dessous.

1. Nature des risques auxquels le Groupe est exposé

Risque de change

Le Groupe est faiblement exposé au risque de change puisque les filiales réalisent une très faible part de leur chiffre d'affaires à l'exportation. Dans la plupart des cas, le chiffre d'affaires à l'international est réalisé par des filiales locales dont la facturation et les dépenses sont libellées dans la devise du pays où sont exécutés les travaux. Ponctuellement, certains contrats en devises font l'objet d'une couverture de change.

D'une manière générale, les investissements nets réalisés par le Groupe dans des entités étrangères (filiales, participations, succursales, co-entreprises) ne font pas l'objet d'une couverture de change car ces entités n'ont pas vocation à être revendues.

Les swaps de devises sont principalement utilisés dans le but d'optimiser la trésorerie du Groupe par la conversion, sans risque de change, d'excédents en une devise, prêtés à des filiales dans leur devise locale en substitution de lignes bancaires en devises locales.

Risque de taux

Le compte de résultat du Groupe est peu sensible aux variations des taux d'intérêt. En moyenne sur l'exercice, la partie des dettes financières à taux variable est équivalente à la trésorerie disponible elle-même placée à taux variable. Certains actifs ou passifs financiers peuvent ponctuellement être couverts.

2. Principes et règles des opérations de couverture utilisées par le Groupe

Les instruments utilisés sont limités à des produits classiques comme :

- les achats et ventes à terme de devises, swaps de devise, achats d'options de change dans le cadre de la couverture du risque de change;
- les swaps de taux d'intérêt, future rate agreements, achats de caps et de tunnels ou d'options de taux dans le cadre de la couverture du risque de taux.

Ces instruments ont pour caractéristiques de n'être utilisés qu'à des fins de couverture, de n'être traités qu'avec des banques françaises et internationales de premier rang et de ne présenter aucun risque d'illiquidité en cas de retournement éventuel.

L'utilisation de ces instruments, le choix des contreparties et plus généralement la gestion de l'exposition au risque de change et au risque de taux, font l'objet d'un suivi détaillé et spécifique transmis aux organes de direction et de contrôle des sociétés concernées.

- Couverture des flux de trésorerie (cash flow hedge)

La couverture de flux de trésorerie correspond à la couverture des variations de flux futurs de trésorerie de l'instrument couvert ou d'une opération future.

Lorsque les instruments financiers dérivés couvrent l'exposition aux variations des flux de trésorerie d'un engagement ferme ou d'une transaction prévue, le profit ou la perte réalisé sur la partie de l'instrument de couverture que l'on estime être une couverture efficace est comptabilisé directement en capitaux propres.

La partie de couverture estimée inefficace est comptabilisée immédiatement en résultat. Les autres profits ou pertes résiduels sur l'instrument de couverture sont inclus en résultat.

Lorsque l'instrument de couverture arrive à expiration, il est vendu, résilié ou exercé. Le profit ou la perte cumulé est maintenu dans les capitaux propres tant que la transaction prévue n'est pas réalisée. Lorsque la transaction est réalisée, le produit ou la charge nette cumulé correspondant, qui avait été comptabilisé directement en capitaux propres, est repris en résultat.

▪ Couverture de juste valeur (fair value hedge)

La couverture de juste valeur a pour objet de limiter les variations de la juste valeur d'un actif ou d'un passif présent dans le bilan.

Lorsqu'un instrument financier dérivé couvre l'exposition aux variations de la juste valeur d'une créance ou d'une dette, le profit ou la perte résultant de la réévaluation de l'instrument de couverture à la juste valeur est comptabilisé immédiatement en résultat net. Le profit ou la perte sur l'élément couvert attribuable au risque couvert ajuste la valeur comptable de l'élément couvert et est comptabilisé directement en résultat net.

La juste valeur des éléments couverts, en fonction du risque couvert, correspond à leur valeur comptable convertie en euros au taux de change en vigueur à la date de clôture.

3. Méthodes comptables appliquées en matière d'instruments financiers

Le Groupe utilise les principes et méthodes comptables définis par la norme IAS 39, à savoir :

Critères pour comptabiliser un actif ou un passif financier

La comptabilisation de couverture est appliquée lorsque les instruments financiers dérivés compensent, en totalité ou en partie, la variation de juste valeur ou de flux de trésorerie d'un élément couvert. L'appréciation de l'efficacité des couvertures est effectuée à intervalles réguliers au moins tous les trimestres.

Cependant, dans certains cas (montants notionnels modestes, maturités de couverture courtes, impacts limités sur le compte de résultat), les instruments financiers ne font volontairement pas l'objet d'une comptabilité de couverture afin de ne pas alourdir les procédures administratives du Groupe. Dans ce cas, la variation de juste valeur de l'instrument de couverture est comptabilisée dans le compte de résultat.

Base d'évaluation des actifs et passifs financiers

Les actifs et passifs financiers sont comptabilisés à leur coût ou coût amorti.

Comptabilisation des instruments évalués à la juste valeur

Le Groupe utilise très peu d'instruments financiers; les instruments financiers dérivés sont valorisés à leur juste valeur. Il s'agit de la valeur de marché pour les instruments cotés sur les marchés financiers. Quant aux instruments non cotés en Bourse (non utilisés jusqu'à présent), leur juste valeur est déterminée à l'aide de techniques d'estimation telles que les modèles d'évaluation des options et la méthode de la valeur d'utilité (actualisation des flux de trésorerie). Ces modèles prennent en considération des hypothèses basées sur les données du marché.

Comptabilisation des produits et charges générés par les actifs et passifs financiers :

Les instruments dérivés sont comptabilisés à l'origine au coût d'acquisition. Ils sont évalués par la suite à leur juste valeur. Les profits et pertes latents qui en découlent sont comptabilisés en fonction de la nature de la couverture de l'élément couvert.

A la date de clôture, la juste valeur des swaps de taux d'intérêts est égale au montant que le Groupe devrait recevoir ou payer pour clôturer les positions. La juste valeur est évaluée en tenant compte des taux d'intérêt actuels et du risque crédit des contreparties. La juste valeur des contrats de change à terme est égale à leur valeur de marché à la date de clôture, c'est à dire la valeur actualisée du cours ou du taux à terme.

COMPTE DE RESULTAT

1. Produits des activités ordinaires

Les produits des activités ordinaires sont comptabilisés s'il est probable que des avantages économiques futurs reviendront au Groupe et si les coûts encourus concernant ces opérations peuvent être évalués de façon fiable.

Les produits des activités ordinaires se décomposent comme suit :

Ventes de biens

Le produit est comptabilisé lorsque les risques et avantages inhérents à la propriété du bien sont transférés à l'acheteur.

Contrats de construction et prestations de services

Le produit est comptabilisé en fonction du degré d'avancement des chantiers ou prestations.

Le degré d'avancement est évalué par référence aux travaux exécutés; une perte attendue sur un contrat est immédiatement comptabilisée en résultat.

Autres produits des activités ordinaires

Ils s'agit de redevances perçues pour utilisation de licences et brevets : le produit est comptabilisé lorsque l'entreprise est en droit d'en percevoir le paiement.

2. Subventions publiques

Elles sont comptabilisées en produit lorsqu'il existe une assurance raisonnable qu'elles soient perçues et que toutes les conditions rattachées soient satisfaites.

Lorsque la subvention est accordée en compensation d'une charge, elle est comptabilisée en produit sur les exercices nécessaires pour la rattacher aux coûts qu'elle est censée compenser.

Les subventions liées à des actifs sont comptabilisées en diminution de la valeur de l'actif subventionné.

3. Résultats sur opérations faites en commun

Ce poste inclut principalement la quote-part de résultat transférée par les sociétés en participation ou Groupements d'Intérêt Economique de fabrication d'enrobés ou de liants exploités en commun avec d'autres associés.

4. Résultat opérationnel courant

Le résultat opérationnel courant provient des activités principales génératrices de produits de l'entreprise et de toutes les autres activités qui ne sont pas d'investissement ou de financement.

Les dépréciations de Goodwill sont comprises dans le résultat opérationnel courant.

5. Autres produits et charges non courants

Il s'agit de produits ou de charges en nombre très limité, inhabituels, anormaux et peu fréquents - de montant particulièrement significatif - que l'entreprise présente de manière distincte dans son compte de résultat pour faciliter la compréhension de la performance opérationnelle courante.

La nature de ces éléments est décrite dans la note 11.

6. Coût de l'endettement financier net

Il inclut les charges et produits d'intérêts liés à la trésorerie ainsi que les coûts d'emprunts.

7. Impôts

Les impôts différés sont comptabilisés, en utilisant la méthode bilancielle du report variable, pour toutes les différences temporelles imposables ou déductibles existant à la date de clôture.

Les différences temporelles imposables ou déductibles incluent toutes les différences entre la base fiscale des actifs et passifs et leur valeur comptable au bilan, à l'exception des Goodwill.

Lorsque, pour une société, le montant net de l'imposition différée fait apparaître un actif d'impôt, celui-ci n'est inscrit à l'actif du bilan que s'il existe une forte probabilité de récupération sur les exercices ultérieurs.

Les actifs et passifs d'impôts sont évalués avec les taux d'imposition dont l'application est attendue sur l'exercice au cours duquel l'actif sera réalisé ou le passif réglé, sur la base des taux d'impôt qui ont été adoptés ou quasi adoptés à la date de clôture.

TABLEAU DES FLUX DE TRESORERIE

Le tableau des flux de trésorerie est établi selon la méthode dite indirecte.

Selon cette méthode, le résultat net est ajusté des effets des transactions sans effet de trésorerie, de tout décalage ou régularisation d'entrées ou de sorties de trésorerie opérationnelles passées ou futures liées à l'exploitation et des éléments de produits ou de charges liés aux flux de trésorerie concernant les investissements ou le financement.

La trésorerie du Groupe, dont la variation est analysée dans le tableau des flux, est définie comme étant le solde net des rubriques du bilan ci-après :

- disponibilités et valeurs mobilières de placement nettes,
- concours bancaires courants et soldes créditeurs de banque.

La capacité d'autofinancement prend en compte les dotations et reprises sur dépréciations d'actifs courants. Elle inclut notamment le résultat net des sociétés intégrées et le résultat des entreprises associées à hauteur des dividendes encaissés.

La classification retenue pour les intérêts et les dividendes positionne ces derniers dans les flux de trésorerie de financement. Il est à noter que les intérêts décaissés au cours de l'exercice correspondent aux intérêts constatés dans le résultat de l'exercice.

AUTRES INFORMATIONS

1. Comparabilité des états financiers

Les variations de périmètre de l'exercice n'ont pas eu d'impact significatif sur les états financiers consolidés de l'exercice 2008 et ne font pas obstacle à la comparaison avec l'exercice précédent.

2. Evénements postérieurs à la clôture de l'exercice : Néant

3. Nouvelles normes et interprétations non encore appliquées

De nouvelles normes, amendements de normes et interprétations ne sont pas encore d'application obligatoire en 2008. Ainsi les normes et interprétations suivantes n'ont pas été appliquées pour la préparation des états financiers consolidés:

- IAS 1 révisée pour la « présentation des états financiers » (application 1-01-2009)
- IAS 23 révisée « coûts d'emprunts » qui impose la capitalisation des coûts d'emprunts (application 1-01-2009)
- IAS 27 révisée « états financiers consolidés et individuels » qui remplacera l'actuelle norme IAS 27 (application 1-01-2010)
- Amendement à IAS 32 et IAS1 relatif aux « instruments financiers remboursables au gré du porteur et obligations en cas de liquidation »
- IFRS 2 amendement relatif aux « conditions d'acquisition et aux annulations » (application 1-01-2009)
- IFRS 3 révisée « regroupement d'entreprises » qui remplacera l'actuelle norme IFRS 3 (application 1-01-2010)
- IFRS 8 « secteurs opérationnels » qui remplacera IAS 14 « Information sectorielle » (application 1-01-2009)
- IFRIC 11 « plan d'options au sein d'un groupe » (application 1-01-2009)
- IFRIC 13 « programmes de fidélité client »
- IFRIC 14 interprétation de IAS 19 « avantages au personnel » : écrêtement d'un actif de retraite, exigence de financement et leurs interactions ».
- IFRIC 15 « accords pour la construction d'un bien immobilier » (en attente position de l'EFRAG)
- IFRIC 16 « couvertures d'un investissement net dans une activité à l'étranger » (en attente position de l'ARC)
- IFRIC 17 « distribution en nature aux actionnaires » (en attente position de l'EFRAG)
- IFRIC 18 « transfert d'actifs des clients » (en attente position de l'EFRAG)
- Les amendements aux normes existantes dans le cadre du projet « Améliorations »
- Amendement à IAS 39 « éléments éligibles à la couverture » (en attente position de l'EFRAG)
- Amendement à IFRS 1 et IAS 27 « coût d'une participation dans une filiale, une entreprise contrôlée conjointement ou une entreprise associée » (application 1-01-2009)

Aucune de ces nouvelles normes ou interprétations n'aura un impact significatif sur les états financiers du Groupe.

NOTE 3 – ACTIFS NON COURANTS

3.1 - IMMOBILISATIONS CORPORELLES

	Terrains & constructions	Installations, matériels et outillages	Immob. en cours et avances s/commandes	TOTAL
<u>Valeur brute</u>				
1er janvier 2007	984	3 356	74	4 414
Ecart de conversion	(14)	(53)	(1)	(68)
Virements de rubriques	30	47	(75)	2
Changements de périmètre	48	182	5	235
Acquisitions	75	507	97	679
Cessions et réductions	(11)	(213)		(224)
31 décembre 2007	1 112	3 826	100	5 038
Ecart de conversion	(16)	(56)		(72)
Virements de rubriques	15	77	(94)	(2)
Changements de périmètre	54	75	1	130
Acquisitions	55	445	91	591
Cessions et réductions	(11)	(214)		(225)
31 décembre 2008	1 209	4 153	98	5 460
<u>Amortissements et dépréciations</u>				
1er janvier 2007	(346)	(2 259)		(2 605)
Ecart de conversion	3	34		37
Virements de rubriques	4	(4)		
Changements de périmètre	(12)	(91)		(103)
Dotations et reprises	(43)	(356)		(399)
Cessions et réductions	5	188		193
31 décembre 2007	(389)	(2 488)		(2 877)
Ecart de conversion	3	26		29
Virements de rubriques	2	3		5
Changements de périmètre	(8)	(27)		(35)
Dotations et reprises	(46)	(407)		(453)
Cessions et réductions	5	193		198
31 décembre 2008	(433)	(2 700)		(3 133)
<u>Valeur nette</u>				
1er janvier 2007	638	1 097	74	1 809
Dont locations financements	7	51		58
31 décembre 2007	723	1 338	100	2 161
Dont locations financements	9	43		52
31 décembre 2008	776	1 453	98	2 327
Dont locations financements	7	65		72

3.2 - IMMOBILISATIONS INCORPORELLES ET GOODWILL

	Concessions, brevets et autres droits	Autres	Total immob. incorporelles	Goodwill
<u>Valeur brute</u>				
1er janvier 2007	92	32	124	238
Ecart de conversion		(2)	(2)	(6)
Virements de rubriques	1	(1)		(4)
Changements de périmètre	9	11	20	231
Acquisitions	3	4	7	10
Cessions et réductions	(3)	(2)	(5)	(5)
31 décembre 2007	102	42	144	464
Ecart de conversion	(1)		(1)	(8)
Virements de rubriques	2	(1)	1	(6)
Changements de périmètre	2		2	41
Acquisitions	3	3	6	
Cessions et réductions	(2)		(2)	
31 décembre 2008	106	44	150	491
<u>Amortissements et dépréciations</u>				
1er janvier 2007	(33)	(12)	(45)	(16)
Ecart de conversion		1	1	
Virements de rubriques				
Changements de périmètre	(1)	(1)	(2)	
Cessions et réductions	1	2	3	
Dotations et reprises	(6)	(6)	(12)	(1)
31 décembre 2007	(39)	(16)	(55)	(17)
Ecart de conversion				1
Virements de rubriques				
Changements de périmètre				
Cessions et réductions	2		2	
Dotations et reprises	(7)	(6)	(13)	(6)
31 décembre 2008	(44)	(22)	(66)	(22)
<u>Valeur nette</u>				
1er janvier 2007	59	20	79	222
31 décembre 2007	63	26	89	447
31 décembre 2008	62	22	84	469

Concessions, brevets et autres droits : il s'agit pour l'essentiel de droits d'exploitation de carrières, et, dans une moindre mesure de brevets et de logiciels.

Dépréciation des actifs incorporels à durée de vie indéterminée et des Goodwill

Une perte de valeur est comptabilisée si la valeur comptable d'un actif ou de son Unité Génératrice de Trésorerie (UGT) est supérieure à sa valeur recouvrable. Si, pour une UGT, un indice de perte de valeur est identifié, un test de valeur est réalisé selon la méthode décrite en note 2.

Le détail des Goodwill répartis par UGT et les principales hypothèses utilisées sont les suivantes :

Unités Génératrices de trésorerie	Actifs incorporels à durée de vie indéterminée	Goodwill	Taux d'actualisation
UGT France	18	333	5,98%
UGT Europe (hors France)	7	63	5,98%
UGT Amérique du Nord		43	5,98%
UGT Reste du monde	1	30	7,01%
Totaux	26	469	

3.3 - PARTICIPATIONS DANS LES ENTREPRISES ASSOCIEES

	Quote-part dans les capitaux propres	Goodwill sur entreprises associées	Dépréciations des Goodwill	Valeur nette
1er janvier 2007	285	5	(2)	288
Ecart de conversion	1			1
Virements de rubriques				
Changements de périmètre		2		2
Augmentation de capital	20			20
Résultat de l'exercice	62			62
Dividendes distribués	(34)			(34)
31 décembre 2007	334	7	(2)	339
Ecart de conversion	(2)			(2)
Virements de rubriques				
Changements de périmètre	1			1
Augmentation de capital				
Résultat de l'exercice	49		(3)	46
Dividendes distribués	(33)			(33)
Autres mouvements	6			6
31 décembre 2008	355	7	(5)	357

Principales entreprises associées	Quote-part dans les capitaux propres	Goodwill sur entreprises associées	Dépréciations des Goodwill	Valeur nette
Cofiroute (a)	317			317
Tipco Asphalt (b)	10	4	(4)	10
Mak Mecsek	19			19
Autres	9	3	(1)	11
Total	355	7	(5)	357

(a) Bien que détenue à moins de 20% (16,7%), Cofiroute est consolidée par mise en équivalence car Colas SA exerce une influence notable par sa présence au Conseil d'administration (Administrateur : H. Le Bouc).

(b) Société cotée à la bourse de Bangkok (Thaïlande)

Valeur des titres sur la base du cours de l'action au 31 décembre 2008 : 7 M€

Valeur des titres sur la base du cours moyen de l'action en 2008 : 16 M€

Part du Groupe dans les actifs, passifs et résultats des principales sociétés associées

	<u>Cofiroute</u> 16,7%	<u>Tipco Asphalt</u> 30,7%	<u>Mak Mecsek</u> 30,0%	<u>Autres</u>	Total
Actifs non courants	968	34	141	8	1 151
Actifs courants	99	23	13	9	144
Total actif	1 067	57	154	17	1 295
Capitaux propres	317	10	19	9	355
Passifs non courants	616	15	131	2	764
Passifs courants	134	32	4	6	176
Total passif	1 067	57	154	17	1 295
Produits des activités ordinaires	225	57		14	296
Résultat de l'exercice	54	(8)		3	49

3.4 – AUTRES ACTIFS FINANCIERS

	Participations non consolidées	Autres actifs financiers	Total valeur brute	Dépréciation	Valeur nette
1er janvier 2007	59	123	182	(36)	146
Ecarts de conversion		(6)	(6)		(6)
Virements de rubriques					
Changements de périmètre	(1)	4	3	(2)	1
Acquisitions & autres augmentations	39	33	72		72
Cessions et réductions	(48)	(11)	(59)		(59)
Dotations et reprises				10	10
31 décembre 2007	49	143	192	(28)	164
Ecarts de conversion		(20)	(20)		(20)
Virements de rubriques					
Changements de périmètre	(5)	2	(3)		(3)
Acquisitions & autres augmentations	48	31	79		79
Cessions et réductions	(6)	(12)	(18)		(18)
Dotations et reprises					
31 décembre 2008	86	144	230	(28)	202

Détail des principales participations non consolidées

	Brut	Dépréciation	31/12/2008 Net	31/12/2007 Net
Sociétés d'enrobés ou de liants	16	(3)	13	13
Sociétés de carrières	4	(1)	3	4
Sociétés en sommeil	7	(6)	1	1
Sociétés non contrôlées	15	(1)	14	4
AKA Rt				4
CERF (a)	34		34	
Sociétés acquises en fin d'exercice				6
Autres participations (b)	10	(1)	9	6
Total	86	(12)	74	38

(a) Ces sociétés, acquises en fin d'exercice, seront consolidées en 2009.

(b) Aucune de ces participations ne présente un caractère significatif

Détail des autres actifs financiers

	Brut	Dépréciation	31/12/2008 Net	31/12/2007 Net
Prêts (c)	40	(14)	26	24
Dépôts et cautionnements	32	(2)	30	32
Créances financières (d)	72		72	70
Total	144	(16)	128	126

(c) Prêts accordés : il s'agit principalement de prêts à 20 ans non rémunérés, accordés dans le cadre de l'obligation légale française d'investissement des employeurs dans la construction. Ces prêts sont comptabilisés pour leur valeur nette actualisée.

(d) Créances financières : cet actif représente la créance du Groupe sur la ville de Portsmouth, contrepartie des prestations effectuées dans le cadre du contrat de financement et de réalisation de la réhabilitation et de l'entretien de sa voirie.

3.5 IMPOTS DIFFERES ET CREANCES FISCALES LONG TERME

	Impôts différés actif	Créances fiscales long terme	Total
1er janvier 2007	69		69
Ecart de conversion	(2)		(2)
Virements de rubriques	(1)		(1)
Changements de périmètre	12		12
Variations nettes	7		7
31 décembre 2007	85		85
Ecart de conversion	(1)		(1)
Virements de rubriques			
Changements de périmètre	1		1
Variations nettes	5		5
31 décembre 2008	90		90

Le montant des actifs d'impôts différés non comptabilisés du fait d'une récupération jugée peu probable s'élève à 28 millions d'euros au 31 décembre 2008 (23 millions d'euros au 31 décembre 2007).

Principales sources d'impôts différés par nature

	31/12/2008	31/12/2007
Sources actives		
Avantages au personnel	62	55
Déficits fiscaux	10	8
Réévaluation des instruments financiers	5	4
Sources passives		
Provisions réglementées	(30)	(26)
Immobilisations (location financement, écarts d'évaluation)	(22)	(22)
Impôts de distribution	(5)	(4)
Réévaluation des instruments financiers	(4)	(5)
Autres différences temporaires	(5)	2
Actif net (passif net) d'impôts différés	11	12

Le délai de récupération des impôts différés actif est essentiellement à plus de 5 ans.

NOTE 4 – ACTIFS COURANTS

4.1 - STOCKS, CREANCES COURANTES ET PAIEMENTS D'AVANCE

	31/12/2008			31/12/2007		
	Brut	Dépréciation	Net	Brut	Dépréciation	Net
Stocks	453	(12)	441	357	(11)	346
Matières, approvisionnements et produits finis						
Créances clients	3 117	(93)	3 024	3 153	(77)	3 076
Clients, factures à établir, retenues de garanties (a)						
Actifs d'impôt	20		20	23		23
Personnel, organismes sociaux, Etat	284		284	310		310
Créances sociétés apparentées et créances diverses	231	(7)	224	240	(8)	232
Paiements d'avance	37		37	30		30
Autres créances	552	(7)	545	580	(8)	572

(a) L'antériorité des créances clients est la suivante :

	Créances non échues	Moins de 6 mois	De 6 mois à 1 an	Plus d'1an	Total
Créances brutes	2 058	787	134	138	3 117
Dépréciations	(3)	(14)	(12)	(64)	(93)
Créances client (net)	2 055	773	122	74	3 024

Risque de crédit : le Groupe considère que son exposition au risque de crédit sur les créances non échues est limité compte tenu de la nature de sa clientèle (Etats, collectivités publiques, entreprises publiques et privées, particuliers).

4.2 - TRESORERIE ET EQUIVALENTS DE TRESORERIE

	31/12/2008			31/12/2007		
	Brut	Dépréciation	Net	Brut	Dépréciation	Net
Banques et caisses	338		338	333		333
Société de trésorerie Bouygues Relais	53		53	301		301
Valeurs mobilières de placement	34		34	39		39
Total	425		425	673		673

La valeur de réalisation des valeurs mobilières de placement est supérieure à la valeur comptable. Les placements de trésorerie sont effectués par le Groupe auprès de banques françaises et étrangères. Ils se répartissent entre les devises suivantes :

	Euro	USD	GBP	Autres	Total
Banques et caisses	122	26	27	163	338
Société de trésorerie Bouygues Relais	53				53
Valeurs mobilières de placement	32			2	34
Total	207	26	27	165	425
Rappel 31 décembre 2007	478	23	15	157	673

Les disponibilités et équivalents de trésorerie ont une échéance inférieure à 12 mois ou peuvent être facilement convertis en numéraire.

La trésorerie présentée dans le tableau de flux de trésorerie comprend les éléments suivants :

	<u>31/12/2008</u>	<u>31/12/2007</u>
Trésorerie et équivalents de trésorerie	425	673
Concours bancaires courants et soldes créditeurs de banque	(183)	(129)
Total	242	544

NOTE 5 - INFORMATIONS SUR LES CAPITAUX PROPRES

Composition du capital social

Le capital social de Colas SA au 31 décembre 2008 est de 48 820 006,50 euros.

Il est constitué de 32 546 671 actions de 1,50 euro nominal, ayant toutes les mêmes droits (toutefois, les actions nominatives détenues depuis plus de deux ans entre les mains d'un même actionnaire confèrent un droit de vote double).

Mouvements de l'exercice	<i>Nombre d'actions</i>	<i>Montant en euros</i>
1er janvier 2008	32 516 685	48 775 027,50
Partie du dividende payé en actions	29 986	44 979,00
31 décembre 2008	32 546 671	48 820 006,50

Principaux actionnaires

Société Bouygues SA	31 499 647	96,78%
Autres actionnaires	1 047 024	3,22%

Gestion du capital :

L'objectif de la Direction Générale de Colas est de maintenir un niveau de capitaux propres consolidés permettant :

- de conserver un ratio endettement net sur capitaux propres raisonnable,
- de distribuer un dividende régulier aux actionnaires.

Parmi les indicateurs de performance utilisés, certains peuvent être calculés par référence aux capitaux propres mais leur utilisation n'est ni prépondérante ni systématique.

Par ailleurs, il est rappelé que les capitaux propres du Groupe ne sont soumis à aucune restriction statutaire.

Option de souscription d'actions en cours de validité : néant

Réserve de conversion

La réserve de conversion est née le 1er janvier 2004 avec la première application des normes IFRS. Les principaux écarts de conversion au 31 décembre 2008 concernent les états financiers des sociétés situées dans les pays suivants :

	<u>31/12/2008</u>	<u>31/12/2007</u>
Etats-Unis	(21)	(40)
Canada	(16)	10
Grande Bretagne	(19)	(2)
Autres pays	(3)	7
Total réserve de conversion	(59)	(25)

NOTE 6 - DETTES FINANCIERES NON COURANTES ET COURANTES

Répartition des emprunts portant intérêt par échéance

	Echéances	Echéances à plus d'un an					Total 2008	Total 2007
	- 1 an 2009	1 à 2 ans 2010	2 à 3 ans 2011	3 à 4 ans 2012	4 à 5 ans 2013	5 ans et + 2014 et +		
Emprunts MT et LT		31	32	9	7	51	130	104
Locations financement		18	11	6	3	4	42	34
Autres dettes LT		3	2	1	3	5	14	11
s/total	53	52	45	16	13	60	186	149
Concours bancaires et soldes créditeurs de banque	183							
31 décembre 2008	236	52	45	16	13	60	186	149
Rappel 31/12/2007	174	38	25	14	6	66	149	
Partie à moins d'un an de la dette long terme							53	45

Lignes de crédit confirmées / utilisées

	Lignes confirmées - Échéances				Lignes utilisées - Échéances			
	Moins d'un an	1 à 5 ans	Au delà	Total	Moins d'un an	1 à 5 ans	Au delà	Total
Lignes de crédit	850	337	102	1 289	53	126	60	239
Lettres de crédit								
Total	850	337	102	1 289	53	126	60	239

Liquidité au 31 décembre 2008

Au 31 décembre 2008, la trésorerie nette disponible s'élève à 242 M€ auxquels s'ajoute un montant de 253 M€ de lignes bancaires à moyen terme confirmées et non utilisées à cette date. 450 MEUR de lignes bancaires à moyen terme confirmées auprès des banques pivots du groupe font l'objet d'une renégociation. Le Groupe n'est donc pas exposé à un risque de liquidité.

Les crédits bancaires contractés par les sociétés du groupe Colas ne comportent aucune clause financière significative susceptible d'entraîner leur exigibilité et/ou leur remboursement anticipé.

Répartition de la dette financière courante et non courante selon la nature de taux

Répartition de la dette financière courante et non courante après prise en compte de l'ensemble des opérations de couverture de taux non échues à la date de clôture de l'exercice et hors concours bancaires courants :

Dettes à taux fixe (1) : 49 % (2007 : 55%)
 Dettes à taux variable : 51 % (2007 : 45%)

(1) Dettes à taux fixé pour plus d'un an

Répartition de la dette financière court terme et long terme par devises

	Euro	USD	GBP	Autres	Total
Long terme 12/2008	30	12	60	84	186
Court terme 12/2008	51	20	9	156	236
Long terme 12/2007	44	1	67	37	149
Court terme 12/2007	35	5	7	127	174

NOTE 7 – PROVISIONS

7.1 - PROVISIONS NON COURANTES

	Avantages au personnel	Litiges et contentieux	Garanties données (LT)	Remise en état des sites (LT)	Autres	Total
1er janvier 2007	215	148	73	69	18	523
Ecart de conversion	(2)					(2)
Virements de rubriques	1		1	(3)	(1)	(2)
Changements de périmètre	16	6	2		8	32
Ecart actuariel affecté en capitaux propres	(12)					(12)
Dotations	25	64	35	14	7	145
Reprises utilisées	(16)	(25)	(11)	(4)	(3)	(59)
Reprises non utilisées	(2)	(20)	(11)		(2)	(35)
31 décembre 2007	225	173	89	76	27	590
Ecart de conversion	(4)		(2)	(1)		(7)
Virements de rubriques	2	(2)		(2)	1	(1)
Changements de périmètre	1	1	(1)	1		2
Ecart actuariel affecté en capitaux propres	13					13
Dotations	22	59	31	19	17	148
Reprises utilisées	(8)	(21)	(16)	(4)	(7)	(56)
Reprises non utilisées	(2)	(22)	(14)	(1)	(2)	(41)
31 décembre 2008	249	188	87	88	36	648

Détail des principales provisions

	31/12/2008	31/12/2007
Récompenses d'ancienneté	63	59
Indemnités de fin de carrière	158	135
Pensions	28	31
Avantages au personnel	249	225
Litiges avec les clients	96	83
Litiges avec le personnel	14	11
Litiges avec des organismes sociaux	39	38
Litiges avec l'administration fiscale	18	15
Litiges avec d'autres administrations	7	10
Autres litiges	14	16
Litiges et contentieux	188	173
Garanties décennales	51	50
Garanties Génie Civil, Travaux Publics	33	31
Garanties de performance	3	8
Garanties données	87	89

7.2 - PROVISIONS COURANTES

	Perte à terminaison	Risques travaux et fin de chantier	Garanties données (CT)	Remise en état des sites (CT)	Autres	Total
1er janvier 2007	35	37	36	11	25	144
Ecart de conversion		(1)	(1)			(2)
Virements de rubriques		2		3	(2)	3
Changements de périmètre	13	4	1	2	4	24
Dotations	41	29	35	4	17	126
Reprises utilisées	(31)	(15)	(17)	(3)	(13)	(79)
Reprises non utilisées	(5)	(5)	(5)	(1)	(2)	(18)
31 décembre 2007	53	51	49	16	29	198
Ecart de conversion		(1)	(1)		(1)	(3)
Virements de rubriques			3	1	(1)	3
Changements de périmètre			2			2
Dotations	44	30	29	1	17	121
Reprises utilisées	(35)	(15)	(24)	(4)	(5)	(83)
Reprises non utilisées	(12)	(6)	(8)		(9)	(35)
31 décembre 2008	50	59	50	14	30	203

NOTE 8 – IMPOTS DIFFERES ET DETTES FISCALES LONG TERME

	31/12/2008	31/12/2007
Passifs d'impôts différés	79	74
Dettes fiscales long terme		
Total des impôts non courants	79	74

NOTE 9 - AUTRES PASSIFS COURANTS

	31/12/2008	31/12/2007
Personnel, organismes sociaux, Etat	937	951
Produits différés	45	45
Autres dettes non financières	732	827
Total des autres dettes	1 714	1 823

NOTE 10 - PRODUITS DES ACTIVITES ORDINAIRES

	<u>2008</u>	<u>2007</u>
Ventes de produits	1 871	1 657
Prestations de service	386	335
Contrats de construction	10 532	9 681
Autres produits des activités ordinaires	-	-
Produit des activités ordinaires	12 789	11 673

Informations relatives aux contrats de construction

Travaux à facturer	409	360
Retenues de garantie	51	51
Travaux facturés d'avance	(357)	(307)
Avances reçues	(94)	(85)

NOTE 11 - AUTRES PRODUITS ET CHARGES OPERATIONNELS

	<u>2008</u>	<u>2007</u>
Quote-part de résultats sur opérations faites en commun	29	31
Résultats sur cessions d'actifs	56	41
Autres produits opérationnels (a)	563	402
Autres produits d'exploitation	648	474
Autres charges d'exploitation	(116)	(74)
Autres produits et charges non courants (b)	-	(3)

(a) Principalement refacturations de charges aux associés de sociétés en participation ou de GIE.

(b) Amendes Concurrence.

NOTE 12 – PRODUITS ET CHARGES FINANCIERS

12.1 - COUT DE L'ENDETTEMENT FINANCIER NET

	<u>2008</u>	<u>2007</u>
Produits d'intérêts liés à la trésorerie	24	18
Produits des placements	2	3
Produits financiers	26	21
Charges d'intérêts liées à la trésorerie	(24)	(16)
Charges d'intérêts sur locations financement	(2)	(2)
Charges d'intérêts sur dettes financières	(22)	(14)
Charges financières	(48)	(32)
Coût de l'endettement financier net	(22)	(11)

12.2 - AUTRES PRODUITS ET CHARGES FINANCIERS

	<u>2008</u>	<u>2007</u>
Dividendes reçus de participations non consolidées	4	5
Dotations financières nettes	1	20
Plus et moins-values sur cessions / actifs financiers		(9)
Autres produits et charges	1	(12)
Autres produits et charges financiers	6	4

NOTE 13 - CHARGE D'IMPOT SUR LE RESULTAT

Décomposition :	2008	2007
Impositions exigibles	(210)	(208)
Impositions différées	(5)	5
Rappels ou dégrèvements d'impôts	2	(2)
Impôts sur distributions	(5)	(7)
	(218)	(212)
Dotation / reprise provisions pour impôt	1	3
Charge nette d'impôt	(217)	(209)

Rapprochement entre impôt théorique et charge réelle

Les différences constatées entre la charge d'impôt théorique, déterminée au taux de droit commun en vigueur en France et le taux effectif constaté en charges de l'exercice sont les suivantes :

	2008	2007
Charge d'impôt théorique	(229)	(216)
Incidence des taux impôt réduits ou majorés	28	14
Activation d'impôts différés antérieurement non comptabilisés	-	-
Actifs d'impôts différés non comptabilisés (a)	(9)	(1)
Impôts non liés au résultat	(2)	(6)
Effet des différences permanentes	(5)	-
Charge d'impôt comptabilisée	(217)	(209)

(a) Récupération jugée trop lointaine

NOTE 14 - RESULTAT ET DIVIDENDE PAR ACTION

Le résultat par action avant dilution est obtenu en divisant le résultat net (part du Groupe) par le nombre d'actions au 31 décembre, à l'exclusion des actions propres en cours d'annulation.

	2008	2007
Résultat net (part du Groupe) en euros	490 165 000	473 596 000
Nombre d'actions en circulation	32 546 671	32 516 685
Résultat par action (en euros)	15,06	14,56

Le résultat dilué par action est obtenu en divisant le résultat net (part du Groupe) par le nombre d'actions en circulation au 31 décembre 2008 augmenté des options de souscription en cours de validité.

Comme il n'existe plus d'options de souscription en cours de validité, le résultat dilué est égal au résultat par action.

Résultat dilué par action (en euros)	15,06	14,56
---	--------------	--------------

	Par action	Total
Dividende décidé et payé dans l'exercice 2008 :	8,50 €	276 391 822,50 €
Dividende proposé pour approbation de l'Assemblée Générale du 15 avril 2009 (non reconnu comme un passif au 31 décembre 2008)	8,75 €	284 783 371,25 €

NOTE 15 - INFORMATION SECTORIELLE

15.1 - INFORMATION SECTORIELLE PAR ZONES GEOGRAPHIQUES

Les activités opérationnelles du Groupe sont organisées par grandes zones géographiques. Aussi, l'information sectorielle de premier niveau est communiquée selon ce critère.

Ces informations sont présentées après réaffectation des éléments du siège social et selon la localisation géographique des sociétés.

Exercice 2008

	France	Europe (hors France)	Amérique du Nord	Reste du monde	Consolidé
Bilan					
Actifs non courants	2 140	646	551	192	3 529
Actifs courants	2 358	1 127	418	563	4 466
Total des actifs	4 498	1 773	969	755	7 995
Passifs non courants	579	195	84	55	913
Passifs courants	2 883	1 080	395	547	4 905
Total des passifs	3 462	1 275	479	602	5 818
Actif net	1 036	498	490	153	2 177
Compte de résultat					
Produit des activités ordinaires	7 328	2 417	2 124	920	12 789
Dont exportations	60	3			63
Résultat opérationnel	294	126	181	81	682
Produits et charges financiers					(16)
Résultat des entreprises associées	56			(10)	46
Charge d'impôt					(217)
Résultat net					495
Investissements bruts	453	94	128	79	754
Amortissements	(287)	(65)	(79)	(34)	(466)

Exercice 2007

	France	Europe (hors France)	Amérique du Nord	Reste du Monde	Consolidé
Bilan					
Actifs non courants	1 962	675	507	141	3 285
Actifs courants	2 722	1 090	401	480	4 693
Total des actifs	4 684	1 765	908	621	7 978
Passifs non courants	539	182	57	35	813
Passifs courants	3 231	1 094	391	444	5 160
Total des passifs	3 770	1 276	448	479	5 973
Actif net	914	489	460	142	2 005
Compte de résultat					
Produit des activités ordinaires	6 976	1 950	2 090	657	11 673
Dont exportations	45				45
Résultat opérationnel	283	77	202	73	635
Produits et charges financiers					(7)
Résultat des entreprises associées	60			2	62
Charge d'impôt					(209)
Résultat net					481
Investissements bruts	747	149	121	62	1 079
Amortissements	(255)	(56)	(75)	(26)	(412)

15.2 – INFORMATION SECTORIELLE PAR SECTEURS D'ACTIVITE

Produit des activités ordinaires

	France	Europe (hors France)	Amérique du Nord	Reste du monde	Consolidé	
Exercice 2008						
Routes - travaux et ventes de produits	5 424	1 833	1 975	737	9 969	78%
Génie civil, Electricité, Canalisations	410	297	117	78	902	7%
Etanchéité	569	15			584	4%
Signalisation, Sécurité et gestion de trafic	294	17	26	6	343	3%
Bâtiment	345	44	6	66	461	4%
Ferroviaire	286	211		33	530	4%
Total	7 328	2 417	2 124	920	12 789	100%
Exercice 2007						
Routes - travaux et ventes de produits	5 284	1 434	1 924	542	9 184	79%
Génie civil, Electricité, Canalisations	427	308	142	24	901	8%
Etanchéité	497	20			517	4%
Signalisation, Sécurité et gestion de trafic	253	17	19	2	291	3%
Bâtiment	300	45	5	54	404	3%
Ferroviaire	215	126		35	376	3%
Total	6 976	1 950	2 090	657	11 673	100%

NOTE 16 - COMPTE DE RESULTAT PRESENTE PAR DESTINATION

En complément du compte de résultat classé par nature de charges, nous présentons ci-après le compte de résultat classé par fonctions.

	<u>2008</u>	<u>2007</u>
Produit des activités ordinaires	12 789	11 673
Coût des ventes	(11 015)	(10 043)
Marge brute	1 774	1 630
Coût de recherche et de développement	(70)	(67)
Charges administratives	(1 022)	(925)
Résultat opérationnel courant	682	638
Autres produits et charges		(3)
Résultat opérationnel	682	635
Coût de l'endettement financier net	(22)	(11)
Autres produits et charges financiers	6	4
Charge d'impôt	(217)	(209)
Résultat des entreprises associées	46	62
Résultat net	495	481
Dont part des intérêts minoritaires	5	7
Dont part du Groupe	490	474

NOTE 17 - INSTRUMENTS FINANCIERS

Nous présentons ci-après, la somme des encours notionnels au 31 décembre 2008 de chaque type de produit utilisé, avec répartition par maturité résiduelle pour les opérations de taux et répartition par devise pour les opérations de change.

Couverture du risque de taux

Swaps de taux	Échéances			Total 31/12/08	Total 31/12/07
	2009	2010 à 2013	Au-delà		
Sur actifs financiers	-	-	-	-	-
Sur passifs financiers	-	38	154	192	164

Afin de garantir à la ville de Portsmouth (GB) une redevance mensuelle forfaitaire fixe sur les 25 années du contrat de réhabilitation et d'entretien de sa voirie, un swap de taux a été mis en place.

Ce swap est receveur de taux variable, payeur de taux fixe. Son montant nominal suit parfaitement le profil de tirage puis d'amortissement du financement sans recours de ce contrat, de manière à adosser le coût fixe de la dette à la redevance forfaitaire perçue. Au 31 décembre 2008, le montant de ce swap est de 59,6 millions d'euros (56,7 GBP).

STVR, société concessionnaire dans laquelle Colas Rail détient une participation majoritaire, a contracté en 2003 un swap de taux long terme dans le cadre d'un financement relatif à la construction et à l'exploitation du tramway de la ville de Caen. Ce swap, receveur de taux variable, payeur de taux fixe, amortissable, à échéance novembre 2018, est comptabilisé en capitaux propres pour sa valeur de marché. Au 31 décembre 2008, le montant du swap est de 94,6 M€.

Couverture du risque de change

Les sociétés du Groupe réalisent une faible part de leur chiffre d'affaires à l'exportation.

La part du chiffre d'affaires à l'international est réalisée la plupart du temps par des filiales qui ont leurs facturations et leurs dépenses libellées dans la devise du pays. Ponctuellement, certains contrats en devises font l'objet d'une couverture de change.

	HUF	RON	Autres	31/12/08	31/12/07
Achats à terme	203	11	1	215	337
Ventes à terme	35	1	39	75	2
Swaps de devises	-	-	-	-	-
Options de change	-	-	-	-	27

Des contrats en euros signés en Hongrie et en Roumanie ont fait l'objet d'une couverture de change systématique.

Valeur de marché des instruments de couverture

Au 31 décembre 2008, la valeur de marché (Net Present Value) du portefeuille d'instruments financiers de couverture est de (19,0) M€. Ce montant est pour l'essentiel la résultante de la valeur actuelle nette de swaps de taux permettant de couvrir des dettes du Groupe et de la valeur actuelle nette d'opérations de terme permettant de couvrir le risque de change découlant d'opérations commerciales.

La répartition de cette valeur de marché par type de couverture est la suivante :

- opérations s'inscrivant dans le cadre d'une relation de couverture de juste valeur : (12,2) M€
- opérations s'inscrivant dans le cadre d'une relation de couverture de flux de trésorerie : (9,1) M€
- opérations ne s'inscrivant pas dans le cadre d'une relation de couverture : 2,3 M€

L'impact de la valeur de marché du swap de taux mis en place pour le contrat avec la ville de Portsmouth (GB), soit (11,4) M€, est intégralement compensé par la valeur de marché du dérivé incorporé à la redevance fixe contractuelle payée par le client, soit 11,4 M€.

En cas de translation de la courbe des taux de +1% (et respectivement de -1%), la valeur de marché du portefeuille d'instruments financiers de couverture s'établirait à (7,0) M€ (respectivement à (31,5) M€).

En cas d'évolution uniforme défavorable de 1% par rapport à toutes les autres devises, la valeur de marché du portefeuille d'instrument financiers de couverture s'établirait à (21,1) M€.

Les calculs ont été effectués par un prestataire indépendant selon les usages en vigueur sur les marchés.

NOTE 18 - ENGAGEMENTS HORS BILAN

Engagements réciproques

Échéances	moins d'un an	de un à cinq ans	plus de cinq ans	Total 31/12/08	Total 31/12/07
Engagements donnés					
Locations simples (1)	24	54	54	132	109
Obligations d'achat irrévocables (2)	43	8		51	62
Total	67	62	54	183	171
Engagements reçus					
Locations simples (1)	24	54	54	132	109
Obligations d'achat irrévocables (2)	43	8		51	62
Total	67	62	54	183	171

- (1) Montant des paiements minimaux futurs jusqu'à la date normale de renouvellement des contrats (ou date de première résiliation possible) au titre des baux de locations simples nés dans le cadre des activités courantes (terrains, constructions, matériels...)
 (2) Il s'agit essentiellement de commandes de matériel

Engagements divers

Échéances	moins d'un an	de un à cinq ans	plus de cinq ans	Total 31/12/08	Total 31/12/07
Engagements donnés					
Avals et cautions	26	39	5	70	67
Engagements reçus					
Obligations contractuelles	-	-	-	-	-
Sûretés réelles données					
Hypothèques ou nantissements	4	16	6	26	7

Le Groupe accorde dans le cadre de ses opérations courantes des garanties décennales ou de bonne fin qui ne font pas l'objet d'une estimation chiffrée et d'une mention spécifique. S'il s'avère que ces dernières pourraient donner lieu au versement de sommes quelconques par le Groupe, elles donneraient lieu à constitution de provisions.

La société a émis pour l'année 2008 une garantie en conformité avec l'article 17 du "Companies (Amendment) Act 1986 of Ireland" au profit des sociétés Colas Teoranta, Road Maintenance Services Ltd, Colas Building Products Ltd, Cold Chon (Galway) Ltd, Road Binders Ltd et Chemoran Ltd.

Engagements sur contrats de location financement

Échéances	moins d'un an	de un à cinq ans	plus de cinq ans	Total
Montant des paiements minimaux futurs	21	41	4	66
Montant représentant les charges de financement	(1)	(2)		(3)
Valeur actualisée des paiements minimaux	20	39	4	63
Rappel 31/12/2007	17	32	2	51

NOTE 19 - VARIATION DE L'ENDETTEMENT NET

	31/12/07	Flux 2008	31/12/08
Trésorerie & équivalents de trésorerie	673	(248)	425
Concours bancaires courants et soldes créditeurs de banque	(129)	(54)	(183)
Trésorerie nette	544	(302)	242
Dettes financières long terme	149	37	186
Dettes financières (partie à moins d'un an)	45	8	53
Instruments financiers	3	6	9
Endettement brut	197	51	248
Endettement net actif (passif)	(347)	353	6

NOTE 20 - EFFECTIFS, AVANTAGES AU PERSONNEL

	<u>2008</u>	<u>2007</u>
Ingénieurs, cadres et assimilés	7 741	7 008
Employés, techniciens, agents de maîtrise	15 632	14 424
Compagnons	50 221	45 292
Effectif moyen du Groupe	73 594	66 724

Détail des avantages au personnel

Régimes à cotisations définies	<u>2008</u>	<u>2007</u>
Montants comptabilisés en charges	762	697

Ces charges comprennent les cotisations versées :

- aux caisses d'assurance maladie et mutuelles,
- aux caisses de retraite (régimes obligatoires et régimes complémentaires),
- aux caisses d'assurance chômage.

Régimes à prestations définies	Indemnités de fin de carrière		Pensions	
	<u>2008</u>	<u>2007</u>	<u>2008</u>	<u>2007</u>
Coûts des services rendus	2	1	(2)	(4)
Charges d'intérêt sur l'obligation	5	6	5	5
Rendement attendu des actifs du régime			(5)	(5)
Coûts des services passés	4	2	1	
Charges nettes comptabilisées	11	9	(1)	(4)
Valeur actualisée des obligations	187	167	213	276
Juste valeur des actifs du régime			(188)	(249)
Coût des services passés non comptabilisés	(29)	(32)	3	4
Passifs nets comptabilisés	158	135	28	31

Variations des éléments du bilan	Indemnités de fin de carrière		Pensions	
	2008	2007	2008	2007
Au 1er janvier	135	126	31	33
Changement de méthode				
Ecart de conversion			(4)	(1)
Virements de rubriques et autres				
Changements de périmètre		9	1	6
Ecart actuariels affectés en capitaux propres	12	(9)	1	(3)
Charges comptabilisées	11	9	(1)	(4)
Au 31 décembre	158	135	28	31

Principales hypothèses actuarielles utilisées pour les indemnités de fin de carrière :

	<u>2008</u>	<u>2007</u>
Taux d'actualisation (OAT TEC10)	3,66%	4,35%
Table de survie	Insee	Insee
Age de départ à la retraite des cadres	62 ans	62 ans
Age de départ à la retraite des Etams et compagnons	60 ans	60 ans

Avantage en actions

En 2008, des options donnant droit à la souscription d'actions Bouygues nouvelles ont été attribuées par Bouygues SA à certains collaborateurs de Colas et de ses filiales. Le montant de cet avantage n'est pas significatif.

NOTE 21 - INFORMATIONS SUR LES PARTIES LIEES

	Charges		Produits		Créances		Dettes	
	2008	2007	2008	2007	2008	2007	2008	2007
Parties liées en amont	56	49	109	73	87	320	14	33
Coentreprises	20	23	49	55	14	16	13	15
Entreprises associées	10	1	66	86	7	8	1	2
Autres parties liées	0,2	0,2						
Principaux dirigeants	6,6	10,0					8	8
Administrateurs non dirigeants	0,2	0,2						
Total	93	83	224	214	108	344	36	58
Échéances < 1 an					108	344	33	55
Échéances > 1 an					-	-	3	3

Identité des parties liées

Parties liées en amont :	Bouygues SA et ses filiales
Coentreprises :	Carrières Roy et diverses coentreprises non significatives
Entreprises associées :	Cofiroute, Tipco Asphalt et diverses entreprises associées non significatives
Autres parties liées :	Fondation Colas

Avantages accordés aux dirigeants

Les principaux dirigeants sont les membres du comité de direction présents au 31 décembre 2008. Il est composé du Président Directeur Général et de sept salariés dont deux Administrateurs salariés.

	2008	2007
Rémunérations directes	5,5	6,8
Avantages postérieurs à l'emploi	0,3	0,9
Indemnités de fin de contrat	0,8	2,3
Avantages en actions	-	-
Total	6,6	10,0

Rémunérations directes : elles s'élèvent à 5,5 M€ dont 1,9 M€ de rémunération variable liée aux performances réalisées et 60 000 € de jetons de présence.

Avantages postérieurs à l'emploi :

PDG : régime de retraite complémentaire de 0,92 % du salaire de référence par année d'ancienneté dans le régime. Ce régime complémentaire a été externalisé auprès d'une compagnie d'assurances.

Autres dirigeants : cotisations employeur dans le cadre d'un régime de retraite complémentaire à cotisations définies (4% de l'ensemble de la rémunération du collaborateur).

Indemnités de fin de contrat : il s'agit des provisions pour indemnités de fin de carrière.

Avantages en actions : le nombre de titres Bouygues attribués en 2008 (stock-options) est de 206 000 au prix d'exercice de 43,23 €. La date minimale d'exercice est le 31 mars 2012. Le montant de cet avantage n'est pas significatif.

Le montant total des jetons de présence alloués aux Administrateurs est de 200 000 €.

NOTE 22 - HONORAIRES DES COMMISSAIRES AUX COMPTES

Nous communiquons ci-après les honoraires des Commissaires aux comptes en charge du contrôle des comptes sociaux et consolidés de Colas SA.

	Mazars et Guérard		KPMG	
	2008	2007	2008	2007
Commissariat aux comptes et certification des comptes annuels et consolidés :				
Colas SA	0,2	0,2	0,2	0,2
Filiales	1,0	0,8	1,4	0,8
Missions accessoires			0,1	0,3
Sous - total	1,2	1,0	1,7	1,3
Autres prestations : juridique, fiscal, social				
Total	1,2	1,0	1,7	1,3

NOTE 23 - PRINCIPAUX TAUX DE CONVERSION

Convention : 1 unité monétaire locale = x euros

Pays	Unité monétaire	Cours clôture	Cours moyen
Europe			
Croatie	Kuna croate	7,3555	7,2217
Danemark	Couronne danoise	7,4506	7,4558
Grande-Bretagne	Livre sterling	0,9525	0,8026
Hongrie	Forint	266,70	251,05
Pologne	Zloty	4,1535	3,5278
République tchèque	Couronne tchèque	26,875	25,039
Roumanie	Nouveau Leu	4,0225	3,7005
Suisse	Franc suisse	1,4850	1,5786
Amérique du nord			
États-Unis	Dollar US	1,3917	1,4726
Canada	Dollar canadien	1,6998	1,5656
Autres			
Australie	Dollar australien	2,0274	1,7487
Maroc	Dirham	11,2585	11,3510
Thaïlande	Baht	48,2850	48,7373

NOTE 24 – PERIMETRE DE CONSOLIDATION

24.1 - Evolution du périmètre de consolidation

Nombre de sociétés consolidées :	2008	2007
Intégrations globales	567	549
Intégrations proportionnelles	94	87
Mises en équivalence	12	11
Total	673	647

Principales acquisitions de l'exercice

France : Groupe Gouyer, Vigifrance Sécurité, Signalinea, SECP, Brule Weickert

International : ISAF (Roumanie), Groupe Drawmac (Australie), South West Industries (Etats-Unis), Béton St Ephrem Inc. (Canada), Lignes de stationnement Rivard 2004 Inc. (Canada),

Cessions :

France : Cofor
International : néant

Compléments d'investissements

Highway Resources (Singapour)

24.2 - Impact et comptabilisation des acquisitions de l'exercice

Nous communiquons ci-dessous les variations de périmètre de l'exercice présentées avant l'acquisition et après affectation des actifs et passifs identifiables aux différents postes du bilan.

	Valeurs avant l'acquisition	Affectation des écarts d'acquisition	Juste valeur des éléments acquis
Incidences sur les postes du bilan			
Immobilisations corporelles	45	50	95
Immobilisations incorporelles		2	2
Goodwill	9	32	41
Participations dans sociétés associées	1		1
Participations non consolidées	(7)	2	(5)
Actifs financiers	2		2
Actifs d'impôts	2	(1)	1
Actifs courants	131	5	136
Total des actifs	183	90	273
Capitaux propres	16	85	101
Intérêts minoritaires	(5)		(5)
Passifs d'impôts		3	3
Autres passifs non courants	37		37
Passifs courants	135	2	137
Total des passifs	183	90	273

Le prix d'achat des sociétés consolidées acquises dans l'exercice s'élève à 109 M€. Après déduction de la valeur comptable des titres cédés pour 8 M€, l'investissement net est de 101 M€.

Aux 109 M€ d'acquisition de sociétés consolidées s'ajoutent 48 M€ d'acquisitions de sociétés non consolidées, soit un investissement total en titres de participations de 157 M€.

24.3 - Liste des principales sociétés consolidées

Les sociétés mentionnées font l'objet d'une intégration globale sauf mention particulière (IP : intégration proportionnelle, ME : mise en équivalence).

Sociétés	Siège social	% d'intérêt	
		2008	2007
France			
Colas Centre-Ouest	Nantes (44)	99,9	99,9
Colas Ile-de-France-Normandie	Magny-les-Hameaux (78)	99,9	99,9
Colas Nord-Picardie	Villeneuve-d'Asq (59)	99,9	99,9
Colas Est	Colmar (68)	99,9	99,9
Colas Rhône-Alpes	Lyon (69)	99,9	99,9
Colas Midi-Méditerranée	Aix-en-Provence (13)	99,9	99,9
Colas Sud-Ouest	Mérignac (33)	99,9	99,9
Aximum	Chatou (78)	99,9	99,9
Spac	Clichy (92)	99,9	99,9
Sacer Atlantique	Nantes (44)	99,9	99,9
Sacer Paris-Nord-Est	Magny-les-Hameaux (78)	99,9	99,9
Sacer Sud-Est	Lyon (69)	99,9	99,9
Screg Ouest	Nantes (44)	99,9	99,9
Screg Ile-de-France-Normandie	Voisins-le-Bretonneux (78)	99,9	99,9
Screg Nord-Picardie	Villeneuve-d'Asq (59)	99,9	99,9
Screg Est	Nancy (54)	99,9	99,9
Screg Sud-Est	Lyon (69)	99,9	99,9
Screg Sud-Ouest	Mérignac (33)	99,9	99,9
Smac	Boulogne-Billancourt (92)	99,9	99,9
Colas Rail	Maisons-Laffitte (78)	99,9	99,9
GTOI	Le Port - la Réunion	99,9	99,9
Colas Martinique	Le Lamentin - Martinique	99,9	99,9
Gouyer	Le Lamentin - Martinique	99,9	-
Colas Guadeloupe	Baie-Mahault - Guadeloupe	99,9	99,9
SBEG	Cayenne - Guyane	99,9	99,9
Carrières Roy (IP)	Saint-Varent (79)	49,9	49,9
Cofiroute (ME)	Sèvres (92)	16,7	16,7
Territoires d'Outre-Mer			
Colas Mayotte	Mamoudzou - Mayotte	100,0	100,0
Colas de Nouvelle-Calédonie	Nouméa – Nouvelle-Calédonie	99,9	99,9
Europe (hors France)			
Colas Bauchemie Gmbh	Bremen – Allemagne	100,0	100,0
Colas Gmbh	Gratkorn – Autriche	100,0	100,0
Colas Belgium	Bruxelles – Belgique	99,9	99,9
Cesta Varazdin	Varazdin – Croatie	70,3	70,3
Colas Danmark A/S	Virum – Danemark	100,0	100,0
Colas Ltd	Rowfant – Grande-Bretagne	100,0	100,0
Colas Hungaria	Budapest – Hongrie	100,0	100,0
Colas Polska	Sroda Wlkp – Pologne	100,0	100,0
Colas CZ	Praha – République tchèque	100,0	100,0
Colas Teoranta	Dublin – République d'Irlande	100,0	100,0
Colas Romania	Bucarest – Roumanie	100,0	100,0
Colas SA	Lausanne – Suisse	99,2	99,2

Sociétés	Siège social	% d'intérêt	
		2008	2007
Amérique du Nord			
Colascanada Inc.	Montréal – Québec – Canada	100,0	100,0
Colas Inc.	Morristown – New Jersey – Etats-Unis	100,0	100,0
Afrique – Océan Indien			
Colas Bénin	Cotonou - Bénin	100,0	100,0
Colas Djibouti	Djibouti – République de Djibouti	100,0	100,0
Routière Colas du Gabon	Libreville - Gabon	89,9	89,9
Colas Madagascar	Antananarivo - Madagascar	100,0	100,0
AJ Maurel Construction	Petite rivière – Ile Maurice	100,0	100,0
Colas du Maroc	Casablanca - Maroc	99,9	99,9
Grands Travaux Routiers	Rabat - Maroc	67,7	67,7
Asie			
Wasco	Jakarta - Indonésie	55,1	55,1
Raycol Asphalt Co. Ltd (IP)	Rayong - Thaïlande	50,0	50,0
Thaï Slurry Seal Co. Ltd	Bangkok - Thaïlande	50,0	50,0
Tipco Asphalt (ME)	Bangkok - Thaïlande	30,7	30,7
Hincol (IP)	Mumbai - Inde	30,0	30,0
Groupe Drawmac	Sydney - Australie	51,0	-